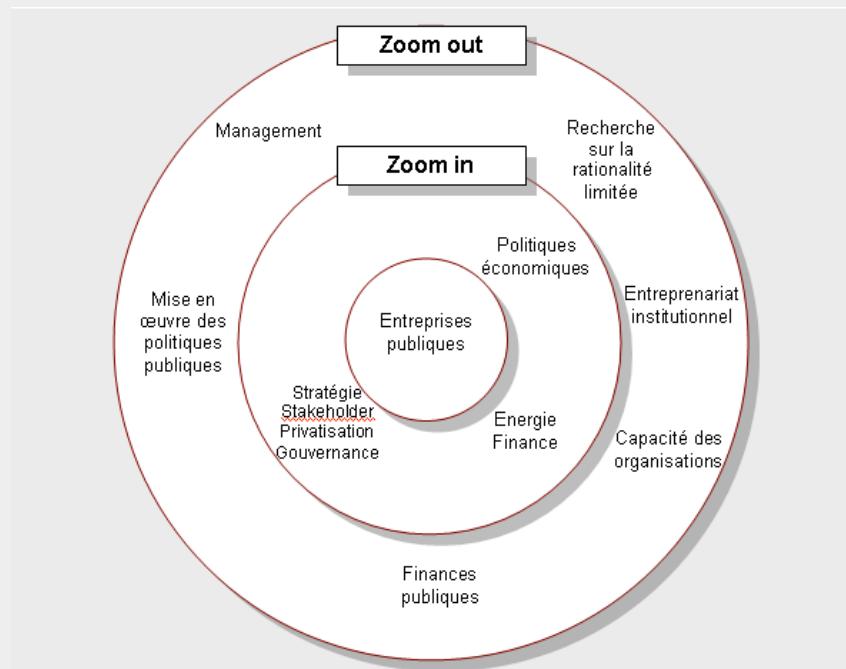


Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général



**BULLETIN DE VEILLE**

**Volume 2 No 10**  
**Octobre 2008**



**École nationale d'administration publique**  
**Télé-université de l'université du Québec à Montréal**

**Le Bulletin de veille du CERGO fait connaître diverses perspectives touchant la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général.**

**Dans ce numéro, nous vous présentons**

**Des évènements à venir ;**

**Des articles scientifiques sur les intérêts de recherche du CERGO;**

**Un dossier de presse sur la crise financière et les nationalisations.**

**Bonne lecture!**

## **EVENEMENTS A VENIR** **COLLOQUES, CONGRES ET CONFERENCES**

<b>Titre</b>	<b>Nouveaux » modes de gouvernance et action publique européenne. Journée d'étude de la Section d'études européennes de l'AFSP</b>
<b>Organisateur</b>	<b>AFSP</b>
<b>Lieu/Date</b>	<b>Grenoble, Dimanche 30 novembre 2008</b>
<b>Lien</b>	<b><a href="http://calenda.revues.org/nouvelle11126.html">http://calenda.revues.org/nouvelle11126.html</a></b>
<b>Informations</b>	<p>L'enjeu de cette journée d'étude est de susciter un débat théorique et méthodologique autour des « nouveaux » modes de gouvernance et de leur rôle dans le pilotage de l'action publique européenne à partir de résultats empiriques récents. Les questions suivantes seront plus particulièrement développées : - Quelles sont les logiques expliquant l'introduction de ces « nouveaux » modes de gouvernance ? - Quels sont les effets produits par leur formulation et leur mise en œuvre ? - Peut-on identifier des mécanismes spécifiques de transfert et de diffusion d'un domaine de l'action publique à un autre, d'un instrument à l'autre ?</p> <p><b>Source: Calenda – Calendrier des sciences sociales</b></p>

<b>Titre</b>	<b>PACTE / IEP de Grenoble</b>
<b>Organisateur</b>	<b>SEE Paolo Graziano (Università Bocconi, Milan) Charlotte Halpern (PACTE / IEP de Grenoble)</b>
<b>Lieu / Date</b>	<b>Grenoble, Institut d'études politiques de Grenoble – Domaine universitaire, 23 janvier 2009</b>
<b>Lien</b>	<b><a href="http://calenda.revues.org/nouvelle11126.html">http://calenda.revues.org/nouvelle11126.html</a></b>
<b>Informations</b>	<p>À partir d'une réflexion centrée sur les « nouveaux » modes de gouvernance, cette journée d'étude se propose d'analyser les recompositions de l'action publique européenne. L'approche par les instruments d'action publique permet en effet de mettre en question l'idée selon laquelle ces mécanismes constitueraient a priori des vecteurs de démocratisation de l'action publique européenne et contribueraient a priori au renforcement du rôle joué par les institutions européennes en terme de pilotage de l'action publique.</p> <p><b><u>Appel à communications en cours</u></b></p> <p>Les organisateurs de la journée d'étude seront particulièrement sensibles aux propositions de contribution qui croiseront l'étude empirique originale d'un cas concret et une réflexion théorique et/ou méthodologique. Les propositions de communication en anglais sont les bienvenues.</p> <p><b><u>DATES IMPORTANTES</u></b></p> <p>30 novembre 2008 : Date limite pour faire parvenir votre proposition (titre, résumé de 2.500 signes, affiliation institutionnelle et coordonnées) aux membres du comité.</p> <p>Paolo Graziano : <a href="mailto:paolo.graziano@unibocconi.it">paolo.graziano@unibocconi.it</a></p> <p>Charlotte Halpern : <a href="mailto:charlotte.halpern@sciences-po.org">charlotte.halpern@sciences-po.org</a></p> <p>Dorota Dakowska : <a href="mailto:Dorota.Dakowska@misha.fr">Dorota.Dakowska@misha.fr</a></p> <p>Sabine Saurruger : <a href="mailto:sabine.saurugger@iep.upmf-grenoble.fr">sabine.saurugger@iep.upmf-grenoble.fr</a></p> <p>Olivier Costa : <a href="mailto:o.costa@sciencespobordeaux.fr">o.costa@sciencespobordeaux.fr</a></p> <p>Paolo Graziano : <a href="mailto:paolo.graziano@unibocconi.it">paolo.graziano@unibocconi.it</a></p> <p>Paolo Graziano : <a href="mailto:paolo.graziano@unibocconi.it">paolo.graziano@unibocconi.it</a></p> <p><b><u>Source: Calenda – Calendrier des sciences sociales</u></b></p>

## **INFO FLASH** **De quoi s'agit-il?**

<b>L'expression</b>	<b>Le développement durable Enjeux géopolitique du développement durable</b>
<b>Auteur</b>	<b>Jean-Charles Hourcade</b>
<b>Publication</b>	<b>SER-SA / Études, Tome 408, 2008, pp. 175-186.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-etudes-2008-2-p-175.htm?WhatU=énergie&amp;Auteur=&amp;doc=N CRIS 1973 0005.htm&amp;ID ARTICLE=ETU 082 0175">http://banques.enap.ca:2290/revue-etudes-2008-2-p-175.htm?WhatU=énergie&amp;Auteur=&amp;doc=N CRIS 1973 0005.htm&amp;ID ARTICLE=ETU 082 0175</a> <u>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</u>
<b>Résumé</b>	<p><b>«Aux origines d'une expression »</b></p> <p>« Lorsque l'ONU commande un rapport à Mme Brundtland, en 1983, elle le fait devant l'insuffisance des résultats obtenus depuis la création du Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE) à Stockholm, en 1972. A l'époque, une tentative se dessinait pour définir une gouvernance mondiale dans un contexte marqué par la division Est/Ouest, l'écart entre Tiers-Monde et pays développés, et une globalisation rapide de l'économie. Ce mouvement était porté par la crainte que la libéralisation des échanges (les <i>rounds</i> du Gatt) ne soit impuissante à entraîner les pays pauvres dans un cercle vertueux de croissance en l'absence de règles communes. L'environnement pouvait être un des lieux d'édiction de telles règles, ne serait-ce que pour des raisons négatives. (...) Le premier contact entre environnementalisme et développement fut conflictuel lors du message <i>croissance zéro</i> du Club de Rome et des thèses soutenant que, pour préserver des écosystèmes irremplaçables, il fallait viser une économie stationnaire (voire décroissante). (...) En fait, l'interprétation malthusienne de la thématique environnementale est une impasse : il ne peut y avoir de protection de l'environnement planétaire sans participation des pays pauvres, et ceux-ci refuseront toute politique perçue comme un obstacle additionnel à leur développement. C'est le rejet du <i>zégisme</i> qu'exprime le compromis de Stockholm– que le premier président du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement), M. Strong, illustrera par la notion d'écodéveloppement. Ce compromis reconnaît les impasses de la poursuite du mode existant d'exploitation de la Nature, mais n'envisage cette donnée que comme l'un des nombreux paramètres susceptibles de conduire à un «maldéveloppement», à côté de la dette, des rapports ville/campagne ou des fractures sociales dans les mégalopoles. Le défi écologique n'est pas nié ; il est résitué dans une réflexion sur des institutions qui décourageraient des choix techniques et des modèles de consommation générateurs de problèmes, et sur la nécessité d'un cadre international pour les soutenir. (...) », pp. 174-177.</p> <p><b>Source : Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</b></p>

## ARTICLES ET MONOGRAPHIES

### ADMINISTRATION PUBLIQUE / PARAPUBLIQUE / L'ETAT

<b>Titre</b>	<b>Chasing Shadows? Performance Measurement of Policy Advice in New Zealand Government Departments</b>
<b>Auteurs</b>	<b>Gregory Robert and Lonti Zsuzsanna</b>
<b>Publication</b>	<b>Public Administration, Volume 86, Number 3, September 2008, pp. 837-856.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://www.ingentaconnect.com/content/bpl/padm/2008/00000086/00000003/art00013"><u>http://www.ingentaconnect.com/content/bpl/padm/2008/00000086/00000003/art00013</u></a>
<b>Résumé</b>	<p>Performance measurement is an integral part of the New Zealand model of public management, as it is for many other modern systems of governmental administration. This article examines data on performance indicators for the policy advice function in five government departments, for the years 1992 to 2005, to determine which types of indicators are used, and to gauge the extent to which they offer meaningful information about the quality of policy advice. As part of its managerialist drive in the early 1990s, the government developed conceptual material designed to improve policy advice and management in departments. In general, our findings indicate that these initiatives did not lead over time to the further development of genuinely meaningful measures of the quality of policy advice, and that the indicators that have been used meet narrow managerial rather than broader political needs.</p> <p><b>Source:</b> Site Internet IngentaConnect</p>

<b>Titre</b>	<b>De l'État social à l'État des droits de l'homme ?</b>
<b>Auteure</b>	<b>Colette Bec</b>
<b>Publication</b>	<b>Rennes: Presses Universitaires de Rennes (Res Publica), 2007, 237 pages.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-francaise-de-sociologie-2008-3-p-639.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=&amp;ID_ARTICLE=RFS_493_0639">http://banques.enap.ca:2290/revue-francaise-de-sociologie-2008-3-p-639.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=&amp;ID_ARTICLE=RFS_493_0639</a>
<b>Résumé</b>	<p>Voir la recension de l'ouvrage par Michel Messu dans :</p> <p><b><u>Revue française de sociologie, Les livres, Vol. 49, 2008.</u></b></p> <p><b><u>EXTRAIT</u></b></p> <p>« Le livre de Colette Bec se propose de comprendre ce que néolibéralisme et mondialisation peuvent avoir produit comme effets dans le domaine de la protection sociale. Cela, sans diaboliser ces phénomènes somme toute mal connus. Il élabore le bilan d'une période historique de la société française, trace les lignes d'analyse qui permettent d'en comprendre l'échelle et l'intensité des mutations, pointe les enjeux théoriques et idéologiques qui y ont trouvé leur terreau de croissance. Colette Bec ouvre ainsi, pour la sociologie du politique, des pistes de réflexion renouvelées, originales et d'une grande pertinence. L'ouvrage procède en trois parties. La première trace l'histoire du ralliement des élites politiques, singulièrement les élites socialistes, à l'idéologie néolibérale. La deuxième envisage les politiques de l'emploi comme laboratoire des mutations du droit du travail. Quant à la troisième, elle entend éprouver l'État social au risque des « droits de l'homme ». Chaque chapitre circonscrit son objet et cherche à asseoir sa contribution à la problématique générale de la mutation de la nature politique de l'État », p. 658.</p> <p><b><u>Source : Cairn / Banque de données de l'ENAP</u></b></p>

<b>Titre</b>	<b>La réforme de l'État</b>
<b>Auteur</b>	<b>Éric Cristi</b>
<b>Publication</b>	<b>Paris: Vuibert, Collection Public / Droit, 2007, 530 pages.</b>
<b>Lien</b>	<p><a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-francaise-d-administration-publique-2008-2-p-447.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_RFAP_126_0431.htm&amp;ID_ARTICLE=RFAP_126_0447">http://banques.enap.ca:2290/revue-francaise-d-administration-publique-2008-2-p-447.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_RFAP_126_0431.htm&amp;ID_ARTICLE=RFAP_126_0447</a></p> <p><b>RECENSION DE L'OUVRAGE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</b></p>
<b>Résumé</b>	<p>Voir la recension de l'ouvrage par Jacques Chevalier dans :</p> <p><b><u>Revue française d'administration publique, Informations bibliographiques, No. 126, 2008.</u></b></p> <p><b><u>EXTRAIT</u></b></p> <p>« Sur un sujet maintes fois exploré, l'ouvrage d'Eric Gristi impressionne, non seulement par son volume (521 pages de texte), mais encore par l'ampleur du propos (il s'agit de reprendre l'ensemble du problème de la réforme de l'État, du XIXe siècle jusqu'à nos jours) et par la richesse et la précision des informations qu'il comporte. On y trouvera un exposé très complet et d'une très grande clarté concernant à la fois l'évolution de la problématique de la réforme de l'État, les grandes réformes dont l'administration a été l'objet et les orientations actuelles », p. 450.</p> <p><b><u>Source: Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</u></b></p>

<b>Titre</b>	<b>Peut-on reformer l'État avec les méthodes du secteur privé?</b>
<b>Auteur</b>	<b>André Barilari</b>
<b>Publication</b>	<b>Regards croisés sur l'économie, Numéro. 2, 2007, pp. 225-232.</b>
<b>Lien</b>	<p><a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-225.htm">http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-225.htm</a></p> <p><b>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</b></p>
<b>Résumé</b>	<p>Dans cet article l'auteur montre que si l'on aborde la question de la réforme de l'État sous l'angle de la gestion, on peut analyser les avantages de la mise en œuvre dans les administrations publiques des meilleures pratiques de management et de gestion utilisées dans les entreprises privées, quel que soit le contenu des politiques publiques, déterminé par les options politiques.</p> <p><b><u>Source: Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</u></b></p>

## ECONOMIE

<b>Titre</b>	<b>Une inspiration tout en contrastes. Le New Deal et l'ancrage transnational des experts du planning, 1933-1943</b>
<b>Auteur</b>	<b>Kenneth Bertrams</b>
<b>Publication</b>	<b>Genèses, Numéro 71, 2008, pp. 64-83.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-geneses-2008-2-p-64.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_RFS_P_584_0595.htm&amp;ID_ARTICLE=GEN_071_0064">http://banques.enap.ca:2290/revue-geneses-2008-2-p-64.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_RFS_P_584_0595.htm&amp;ID_ARTICLE=GEN_071_0064</a>
	<u>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</u>
<b>Résumé</b>	À partir de l'accession de Franklin D. Roosevelt à la présidence des États-Unis en 1933, une succession d'agences fédérales de planning ont contribué à mettre en œuvre la politique économique et sociale caractéristique du New Deal. L'expérience intellectuelle de ces experts s'insère dans un contexte qui dépasse les singularités nationales, malgré les prétentions d'exceptionnalisme, et témoigne des convergences entre les États-Unis et les pays européens, avant et après la Seconde Guerre mondiale. <u>Source : Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</u>

<b>Titre</b>	<b>Chronique du secteur public économique</b>
<b>Auteurs</b>	<b>André G. delion et Michel Durupry</b>
<b>Publication</b>	<b>Revue française d'administration publique, Numéro 126, 2008, pp. 431-446.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-francaise-d-administration-publique-2008-2-p-431.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_RF_004_0031.htm&amp;ID_ARTICLE=RFAP_126_0431">http://banques.enap.ca:2290/revue-francaise-d-administration-publique-2008-2-p-431.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_RF_004_0031.htm&amp;ID_ARTICLE=RFAP_126_0431</a>
	<u>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</u>
<b>Résumé</b>	<u>Plan de l'article</u> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le rapport 2008 sur l'État actionnaire déposé fin 2007</li> <li>2. L'observation du rapport public de la Cour des comptes sur l'État actionnaire : apport et limites de l'Agence des participations de l'État</li> <li>3. La fusion de Gaz de France et de Suez</li> <li>4. La gestion et le bilan des organismes publics de défaisance</li> <li>5. Deux arrêts du Conseil d'État confirmant des arrêts de la Cour de discipline budgétaire et financière</li> </ol> <u>Source : Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</u>

<b>Titre</b>	<b>Maîtriser les finances au sein du gouvernement. Comment les services des finances des gouvernements du Canada renforcent leur capacité stratégique</b>
<b>Auteur</b>	<b>Andy Potter</b>
<b>Publication</b>	<b>CA.com Magazine, 2008.</b>
<b>Lien</b>	<b><a href="http://www.camagazine.com/4/6/3/0/4/index2.shtml">http://www.camagazine.com/4/6/3/0/4/index2.shtml</a></b>
<b>Résumé</b>	<p><b><u>EXTRAIT</u></b></p> <p>« Selon l'étude, intitulée Mastering Finance in Government: Transforming the Government Enterprise through Better Financial Management (Maîtriser les finances au sein du gouvernement : transformer les activités gouvernementales par une meilleure gestion financière), 48 % des fonctionnaires de partout dans le monde estiment que les capacités de gestion financière de leur organisation ne sont pas aussi solides qu'elles le devraient.</p> <p>La bonne nouvelle, c'est que les organismes publics peuvent acquérir la maîtrise de leurs finances en habilitant leur fonction financière à participer aux décisions stratégiques et à agir comme catalyseur de changement ».</p> <p><b><u>Source : Site Internet CA magazine.com</u></b></p>

## ÉNERGIE

<b>Titre</b>	<b>L'énergie, enjeu clé pour la présidence française de l'Union</b>
<b>Auteur</b>	<b>Laure Delcour</b>
<b>Publication</b>	<b>Revue internationale et stratégique, Numéro. 69, 2008, pp. 137-144.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-internationale-et-strategique-2008-1-p-137.htm?WhatU=energie&amp;Auteur=&amp;doc=N_GEN_070_0026.htm&amp;ID_ARTICLE=RIS_069_0137">http://banques.enap.ca:2290/revue-internationale-et-strategique-2008-1-p-137.htm?WhatU=energie&amp;Auteur=&amp;doc=N_GEN_070_0026.htm&amp;ID_ARTICLE=RIS_069_0137</a> <b>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</b>
<b>Résumé</b>	L'évolution en matière de politique énergétique sera placée au centre des débats durant la présidence française de l'Union européenne (UE), objet d'études intéressant en matière de prospections publiques européennes. Entre importations conséquentes et productions européennes faibles, ajoutées à la hausse considérable de la consommation, le problème lié aux ressources énergétiques doit être au centre des préoccupations, et l'UE doit légiférer pour pallier, à terme, les futures carences et les problèmes économiques qui y seront liés. La stratégie énergétique européenne est donc face à un triple défi : politique, environnemental et économique. <b>Source: Cairn / Banque de données de l'ENAP</b>

<b>Titre</b>	<b>Énergie et changement climatique. La politique de l'Administration Bush et le débat public américain</b>
<b>Auteurs</b>	<b>Pierre Noël et David Reiner</b>
<b>Publication</b>	<b>Vingtième siècle. Revue d'histoire, Numéro. 97, 2008, pp. 89-103.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-1-p-89.htm?WhatU=energie&amp;Auteur=&amp;doc=N_PE_074_0851.htm&amp;ID_ARTICLE=VING_097_0089">http://banques.enap.ca:2290/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-1-p-89.htm?WhatU=energie&amp;Auteur=&amp;doc=N_PE_074_0851.htm&amp;ID_ARTICLE=VING_097_0089</a> <b>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</b>
<b>Résumé</b>	En matière de politique pétrolière et de sécurité énergétique, l'Administration Bush a montré une grande disposition à servir les intérêts industriels et régionaux, tout en s'appuyant sur une rhétorique de crise – crise énergétique et crise de sécurité nationale. Le « plan Bush » sur l'énergie, consistant à relâcher les contraintes sur la production intérieure pour résoudre la crise énergétique, a échoué politiquement. En matière de changement climatique, la politique de l'Administration a été dominée par la décision de ne pas signer le protocole de Kyoto et le choix de ne pas réglementer les émissions américaines de gaz à effet de serre. Cette politique a eu des conséquences négatives très importantes pour l'Administration Bush, tant en politique étrangère qu'en politique intérieure. L'Administration a échoué à faire accepter son approche, centrée exclusivement sur la recherche et le développement de nouvelles technologies, comme une alternative crédible à la réglementation des émissions. <b>Source: Cairn / Banque de données de l'ENAP</b>

<b>Titre</b>	<b>Public Provision for Urban Water : Getting Prices and Governance Right</b>
<b>Auteur</b>	<b>Eduardo Araral Jr</b>
<b>Publication</b>	<b>Governance, Volume 21, Issue 4, 2008, pp. 527-549.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://www.envirovaluation.org/index.php/2008/10/06/public-provision-for-urban-water-getting">http://www.envirovaluation.org/index.php/2008/10/06/public-provision-for-urban-water-getting</a>
<b>Résumé</b>	<p>Public sector monopolies are often associated with inefficiencies and inability to meet rising demand. Scholars attribute this to fundamental problems associated with public provision: (1) a tradition of below-cost pricing due to populist pressures, (2) owner-regulator conflicts of interest, and (3) perverse organizational incentives arising from non-credible threat of bankruptcy, weak competition, rigidities, and agency and performance measurement problems. Many governments worldwide have shifted to private provision, but recent experience in urban water utilities in developing countries has shown their limitations because of weak regulatory regimes compounded by inherent problems of information, incentives, and commitment. This article examines the paradoxical case of the Phnom Penh Water Supply in Cambodia to illustrate how public provision of urban water can be substantially improved by getting prices and governance right. Findings have implications for the search for solutions to provide one billion people worldwide with better access to potable water.</p> <p><b>Source: Site Internet Environnemental Valuation &amp; Cost-Benefit News</b></p>

<b>Titre</b>	<b>Adaptive Systems Thinking in Integrated Water Resources Management with Insights into Conflicts over Water Exports</b>
<b>Auteurs</b>	<b>Keith W. Hipel, Amer Obeidi, Liping Fang, D. Marc Kilgour</b>
<b>Publication</b>	<b>INFOR: Information Systems and Operational Research, Volume 46, Number 1, February 2008, pp. 51-70.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://utpjournals.metapress.com/content/8461jl5658214h71/ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF">http://utpjournals.metapress.com/content/8461jl5658214h71/ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</a>
<b>Résumé</b>	<p>Formal decision analysis techniques involving multiple stakeholders and multiple objectives are designed from a system of systems engineering perspective to address, within an adaptive integrative management framework, water resources problems of great importance to social policy and governance. The Graph Model for Conflict Resolution and other formal systems methodologies operationalize this management framework for real world decision support within the philosophical structures of operational research, systems engineering and integrative management. To illustrate how a formal systems methodology can produce better understanding of water conflicts and improved guidance for strategic decision making, the Graph Model for Conflict Resolution is explained and applied to controversies surrounding proposals for the bulk export of water from Canada. In particular, conflict analyses of bulk water disputes in Eastern Canada (Gisbourne Lake) and Western Canada (Sun Belt) reveal that future bulk water exports are strategically possible, and that dispute resolution</p>

	<p>mechanisms embedded within international trade agreements can potentially supersede national laws, allowing investors to take control of water resources even if there are irreparable environmental and ecological consequences.</p> <p><b><u>Source: Site Internet University of Toronto Press</u></b></p>
--	---

<b>Titre</b>	<b>Les barrières à l'efficacité énergétique</b>
<b>Auteur</b>	<b>Paul-Marie Boulanger</b>
<b>Publication</b>	<b>Reflets et perspectives de la vie économique, Tome XLVI, 2007, pp. 49-62.</b>
<b>Lien</b>	<p><a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-reflets-et-perspectives-de-la-vie-economique-2007-4-p-49.htm?WhatU=culture%20d'entreprise&amp;Auteur=&amp;doc=N_RFG_177_0021.htm&amp;ID_ARTICLE=RPVE_464_0049">http://banques.enap.ca:2290/revue-reflets-et-perspectives-de-la-vie-economique-2007-4-p-49.htm?WhatU=culture%20d'entreprise&amp;Auteur=&amp;doc=N_RFG_177_0021.htm&amp;ID_ARTICLE=RPVE_464_0049</a></p> <p><b>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</b></p>
<b>Résumé</b>	<p><u>EXTRAIT</u></p> <p>« L'intérêt des pouvoirs publics (principalement des pays importateurs de pétrole) pour l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'amélioration de l'efficacité énergétique a commencé à se manifester au moment du premier choc pétrolier, en 1973. En réalité, c'est surtout dans une politique de l'offre que les pays industrialisés ont cherché la réponse à la crise, mais des voix de plus en plus nombreuses se sont fait entendre pour insister sur l'urgence et le caractère prometteur d'une politique axée davantage sur la demande en excitant du potentiel considérable d'efficacité énergétique et économique des technologies disponibles et de comportements d'utilisation rationnelle de l'énergie. Parmi ces voix, celle d'Amaury Lovins – l'inventeur en 1988 du concept de « negawatt » – qui, dans un article retentissant « Energy Strategy : The Road not Taken ? » (1976), montrait qu'il existait deux voies possibles pour résoudre le problème énergétique : la voie « dure » de l'accroissement des capacités de production à partir de pétrole, de charbon et d'uranium et la voie « soft » empruntant les chemins de la conservation, de l'utilisation rationnelle, de l'efficience et des énergies renouvelables. Près de 30 ans après l'article inaugural de 1976, Lovins (2005, p. 1) persiste et signe : « Augmenter l'efficacité des usages finaux de l'énergie – c'est-à-dire offrir davantage de service par unité d'énergie consommée – est, de façon générale, le moyen le plus abondant, le moins coûteux, le plus inoffensif, le plus rapide à mettre en œuvre, le moins visible, le moins bien compris et le plus négligé de fournir des services énergétiques » », pp. 49-50</p> <p><b><u>Source : Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</u></b></p>

<b>Titre</b>	<b>Qu'attendre de l'ouverture à la concurrence du secteur de l'électricité ?</b>
<b>Auteur</b>	<b>Renaud Coulomb</b>
<b>Publication</b>	<b>Regards croisés sur l'économie, No. 2, 2007, pp. 127-127.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-127.htm">http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-127.htm</a> <u>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</u>
<b>Résumé</b>	<p><b>EXTRAIT</b></p> <p>« La montée en puissance des nouveaux arrivants va élargir l'éventail des formules plus ou moins personnalisées (énergie verte, forfaits, contrôle de sa consommation en temps réel, etc.), ce qui est une bonne chose. Les prix vont-ils baisser ? Rien n'est moins sûr. En France, le prix de l'électricité est l'un des plus bas d'Europe : cette spécificité est due au faible coût de l'énergie nucléaire, qui fournit près de 80 % de l'électricité. Ainsi, le mégawattheure vaut 57 % plus cher en Allemagne qu'en France, et il est deux fois plus cher au Danemark que dans l'Hexagone. Les prix d'EDF risquent d'augmenter compte tenu de la nécessité de nouveaux investissements (modernisation des centrales, construction de nouvelles capacités de production). La forte augmentation des prix sur le marché dérégulé observée pour les entreprises (+ 48 % d'avril 2005 à avril 2006, + 75,6 % de 2001 à 2006) alors que dans le même temps les prix du marché régulé n'avaient pas augmenté laisse supposer que les consommateurs domestiques auront des réticences à sortir du contrat avec prix régulés ; encore faut-il que cette information soit aisément disponible ! », p. 127</p> <p><b>Source: Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</b></p>

## ÉNERGIE / APPROCHE PSYCOSOCIOLOGIQUE

<b>Titre</b>	<b>L'invention psychosociologique à EDF-GDF</b>
<b>Auteur</b>	<b>Jean Dubost</b>
<b>Publication</b>	<b>Nouvelle revue de psychosociologie, Numéro. 5, 2008, pp. 15-29.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-nouvelle-revue-de-psychosociologie-2008-1-p-15.htm?WhatU=culture%20d'entreprise&amp;Auteur=&amp;doc=N REOF 106 0155.htm&amp;ID ARTICLE=NRP 005 0015">http://banques.enap.ca:2290/revue-nouvelle-revue-de-psychosociologie-2008-1-p-15.htm?WhatU=culture%20d'entreprise&amp;Auteur=&amp;doc=N REOF 106 0155.htm&amp;ID ARTICLE=NRP 005 0015</a> <u>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</u>
<b>Résumé</b>	<p>En guise d'hommage au praticien des études, du conseil, de la formation et de l'intervention qu'a été Guy Palmade, ce texte relate quelques activités qui ont marqué les premières années d'une expérience fondatrice d'une version française de la psychosociologie, à partir de 1947, et qui s'est étendue sur plus d'un demi-siècle. L'auteur tente de rappeler le contexte social-historique qui a permis la naissance d'une praxis de formation et d'intervention sociocliniques. Une telle praxis est forcément structurée par des valeurs, des principes, et un projet ou une sensibilité politique en accord avec le modèle d'entreprise qu'EDF-GDF s'était donné.</p> <p><b>Source: Cairn / Banque de données de l'ENAP</b></p>

## ENERGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

<b>Titre</b>	<b>Énergie et contraintes environnementales. Le dilemme des nouveaux États membres de l'Union européenne</b>
<b>Auteur</b>	<b>Michel Deshaies</b>
<b>Publication</b>	<b>Le courrier des pays de l'Est, Numéro 1064, 2007, pp. 4-12.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-6-p-4.htm?WhatU=énergie&amp;Auteur=&amp;doc=N CPE 076 0023.htm&amp;ID ARTICLE=CPE 076 0004">http://banques.enap.ca:2290/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-6-p-4.htm?WhatU=énergie&amp;Auteur=&amp;doc=N CPE 076 0023.htm&amp;ID ARTICLE=CPE 076 0004</a> <u>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</u>
<b>Résumé</b>	<p>Le charbon et le lignite constituent encore la première source d'énergie dans l'ensemble des nouveaux Etats membres de l'UE. Cette particularité qui s'explique par l'importance des ressources et l'héritage communiste est à l'origine de fortes émissions de gaz à effet de serre (GES) et nuisances environnementales, très concentrées dans les bassins du nord de la Bohême, de Silésie (Pologne) et d'Olténie (Roumanie). Néanmoins, depuis la chute des régimes communistes, la pollution a beaucoup diminué, en raison de la forte réduction d'activité des industries les plus énergivores et les pays d'Europe centrale apparaissent même comme les plus vertueux de l'UE au regard des objectifs du Protocole de Kyoto. En revanche, l'essor de la motorisation individuelle est à l'origine de nouvelles sources de pollution. Les</p>

	<p>contraintes environnementales auxquelles sont soumises les politiques énergétiques de ces pays les ont obligés à fermer ou à moderniser leurs centrales nucléaires de technologie soviétique. Cependant, pour éviter de voir s'accroître leur dépendance énergétique ou d'augmenter leurs émissions de GES, les pays (Bulgarie, Lituanie) ayant dû fermer des réacteurs ont pour projet d'en construire de nouveaux.</p> <p><b>Source : Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</b></p>
--	--

<b>Titre</b>	<b>L'énergie : mutations passées et mutations en cours</b>
<b>Auteur</b>	<b>Thierry Bréchet</b>
<b>Publication</b>	<b>Reflets et perspectives de la vie économique, Tome XLVI, 2007, pp. 5-11.</b>
<b>Lien</b>	<p><a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-reflets-et-perspectives-de-la-vie-economique-2007-4-p-5.htm?WhatU=energie&amp;Auteur=&amp;doc=N_RPVE_464_0013.htm&amp;ID_ARTICLE=RPVE_464_0005">http://banques.enap.ca:2290/revue-reflets-et-perspectives-de-la-vie-economique-2007-4-p-5.htm?WhatU=energie&amp;Auteur=&amp;doc=N_RPVE_464_0013.htm&amp;ID_ARTICLE=RPVE_464_0005</a></p> <p><b>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</b></p>
<b>Résumé</b>	<p><b>EXTRAIT</b></p> <p>« Le contexte énergétique a subi de profondes mutations dans les années passées. Et celles qui s'annoncent ne sont pas moins importantes. Mais l'Histoire ressert rarement les mêmes plats. L'une des difficultés les plus aiguës pour l'analyse des questions énergétiques consiste à distinguer les facteurs structurels de changement, changements dans les modes et les types de production d'énergie, changements dans les modes de consommation, changements technologiques et évolution des contraintes environnementales, notamment celles liées à la disponibilité des matières premières énergétiques. Le contexte énergétique, à l'aube de ce siècle, n'a plus rien à voir avec celui des années 1990, période de détente sur les marchés énergétiques, ou celui des années 1970 avec les chocs pétroliers de 1973 et 1979 et les récessions qui s'en sont suivies », p. 6.</p> <p><b>Source : Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</b></p>

## ENTREPRISES PUBLIQUES – PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

<b>Titre</b>	<b>Public Enterprises and Service Providers in Institutional Competition undergoing Structural Change. New Challenge to the Theory of Public Economics and Public Service in Germany</b>
<b>Auteur</b>	<b>Helmut Cox</b>
<b>Publication</b>	<b>Annals of Public and Cooperative Economics, 2008.</b>
<b>Lien</b>	<b><a href="http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1266901">http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1266901</a></b>
<b>Résumé</b>	<p>In recent years the public sector has undergone structural changes: privatization, competition, compulsory competitive tendering, award of public service provision to private bidders, state as guarantor of public service provision. It must be asked, whether these changes are causing the dualistic structure of the specific German Social Market Economy to move in the direction of a more uniform typically private economy. One must ask also, which are the impacts of these changes on the German Theory of Public and Social Economy. This is characterized by the dualism of public and private economy. In this contribution the German system of Social Market Economy and the German Theory of Public Enterprises will be analyzed for this purpose. It results from the analysis that there will be in future a more or less intensive institutional competition on public services between public, public-private, task regulated private enterprises, cooperatives, and social organisations. Therefore the German Theory of Public Enterprises must be newly defined, adapted and developed to a new Theory of Public Services in a competitive environment.</p> <p><b>Source : Site Internet SSRN S0cial Science Network Research</b></p>

<b>Titre</b>	<b>Les ouvertures de capital des entreprises publiques</b>
<b>Auteur</b>	<b>Michel Durupt</b>
<b>Publication</b>	<b>Regards croisés sur l'économie, No. 2, 2007, pp. 108-115.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-108.htm">http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-108.htm</a> <u>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</u>
<b>Résumé</b>	<p><b><u>EXTRAIT</u></b></p> <p>« Les ouvertures de capital des entreprises publiques se sont développées au début des années quatre-vingts en Grande-Bretagne et aux États-Unis avec les programmes de réduction de la dépense publique mis en œuvre par le gouvernement de Margaret Thatcher et par le Président Reagan, dans le droit fil des préconisations des économistes libéraux de l'école de Chicago, et principalement de Milton Friedman. La Banque mondiale a simultanément conditionné ses octrois de crédits à la mise en place de plans d'ajustement structurel, dont la privatisation des entreprises publiques constituait un élément déterminant. C'est sous l'influence de cette analyse économique que s'est progressivement généralisée la conclusion selon laquelle les entreprises publiques contribuaient excessivement à l'endettement ; les ouvertures de capital paraissant alors être le meilleur remède à cette situation », p. 108.</p> <p><b><u>Source : Cairn / Banque de données de l'ENAP</u></b></p>

## GOUVERNANCE

<b>Titre</b>	<b>Government Governance (GG) and Inter-Ministerial Policy Coordination (IMPC) in Eastern and Central Europe and Central Asia</b>
<b>Auteurs</b>	<b>Raymond Saner, Gordona Toseva, Roman Vogilevsky and Aleksandar Sahov</b>
<b>Publication</b>	<b>Public Organization Review, Volume 8, Issue 3, 2008, pp. 215-231.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://econpapers.repec.org/article/kapporgrv/v_3A8_3Ay_3A2008_3Ai_3A3_3Ap_3A215-231.htm"><u>http://econpapers.repec.org/article/kapporgrv/v_3A8_3Ay_3A2008_3Ai_3A3_3Ap_3A215-231.htm</u></a>
<b>Résumé</b>	Aucun résumé disponible <b>Source: EconPapers – Economics at your fingertips</b>

<b>Titre</b>	<b>La dérégulation des industries de réseaux comme politique institutionnelle de création de marchés et de mécanismes de gouvernance</b>
<b>Auteur</b>	<b>Jean-Michel Glachant</b>
<b>Publication</b>	<b>Annals of Public and Cooperative Economics, Volume 79, Issue __, September/December 2008, pp. 487-525.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1266900"><u>http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1266900</u></a>
<b>Résumé</b>	Contrairement à la théorie économique dominante qui s'intéresse aux réseaux sous l'angle de la problématique des monopoles naturels et de la tarification optimale, le présent article applique à l'analyse économique de la régulation, une autre voie théorique : celle de l'analyse des institutions. L'auteur montre que l'analyse économique institutionnelle de la régulation des marchés s'éloigne des politiques de «laisser faire les forces du marché» et met en exergue deux dimensions critiques dans la production de politiques efficaces de régulation et de dérégulation. Il s'agit, d'une part, du Market design qui porte sur la conception des nouveaux mécanismes de marchés, d'autre part, du Regulatory design qui porte sur la conception des nouveaux mécanismes de régulation. L'article passe ainsi en revue diverses structures de gouvernance (bilatérales, multilatérales ou trilatérales) adaptées à la spécificité des transactions impliquées par les activités en réseau. Il met également en évidence la nécessité de construire des institutions capables d'encadrer une ou des décennies de transition et qui tiennent compte des interventions des différents acteurs et en particulier des détenteurs d'un droit de veto. <b>Source: Site Internet SSRN Social Science Research Network</b>

<b>Titre</b>	<b>Partnered Governance: Aligning Corporate Responsibility and Public Policy in th Global Economy</b>
<b>Auteur</b>	<b>Atle Midttun</b>
<b>Publication</b>	<b>Corporate Governance, Volume 8, Issue 4, 2008, pp. 406-418.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://www.emeraldinsight.com/Insight/viewContentItem.do;jsessionid=DDA73B65C5998CFDBCCC32852EEF2EE8?contentType=Article&amp;hdAction=lnkpdf&amp;contentId=1740723">http://www.emeraldinsight.com/Insight/viewContentItem.do;jsessionid=DDA73B65C5998CFDBCCC32852EEF2EE8?contentType=Article&amp;hdAction=lnkpdf&amp;contentId=1740723</a>
<b>Résumé</b>	<p>This article addresses one of the most comprehensive structural reforms in recent Norwegian administrative history: a merger of the employment and national insurance administrations, combined with more formal collaboration with the local government <i>social services administration</i>. The reform can be seen as a 'whole-of-government' initiative intended to increase the ccoordinative capacity of government to address 'wicked problems' cutting across existing policy areas and government levels in a multi-level governance system. This article examines the following questions: First, what characterizes the organizational thinking related to this reform? Second, how can we understand the reform process in terms of a transformative perspective combining instrumental, cultural and environmental features? Third, what are the potential effects and implications of the new structure for political control and institutional autonomy, for relations between central and local administrations, and for the main goals stated? The theory base for the analyses is a transformative approach.</p> <p><b>Source : Site Internet Emerald</b></p>

<b>Titre</b>	<b>Service public et intérêt général</b>
<b>Auteure</b>	<b>Claire Montialoux</b>
<b>Publication</b>	<b>Regards croisés sur l'économie, No. 2, 2007, pp. 14-24.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-25.htm">http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-25.htm</a> <u>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</u>
<b>Résumé</b>	<p><b>EXTRAIT</b></p> <p>« On ne peut pas interroger « les services publics », sans questionner l'« intérêt général » auquel ils se réfèrent. Sans entrer dans le détail des lois de Rolland(*), notons simplement que les textes européens ne parlent pas de service public mais de « service d'intérêt général » (SIG) – preuve s'il en était besoin que les deux notions sont étroitement imbriquées. « Le rôle des services publics est de servir l'intérêt général » : avant les arguments économiques et juridiques, c'est un argument de nature philosophique qui justifie l'existence de services publics. Or en 2007, après des décennies où il paraissait naturel, le lien entre services publics et intérêt général est devenu problématique. « Les services publics incarnent l'intérêt général » : nous ne pouvons plus souscrire sans y réfléchir à une telle affirmation », p. 25.</p> <p><b>Source : Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</b></p>

<b>Titre</b>	<b>L'intérêt général dans l'Union européenne. Du fédéralisme doctrinal aux biens publics européens ?</b>
<b>Auteur</b>	<b>Éloi Laurent</b>
<b>Publication</b>	<b>Regards croisés sur l'économie, No. 2, 2007, pp. 27-33.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-27.htm">http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-27.htm</a> <a href="#">ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</a>
<b>Résumé</b>	<p><u><b>EXTRAIT</b></u></p> <p>« La question du service public européen, que l'on peut aborder sous l'angle de ses principes juridiques ou de ses modalités institutionnelles, repose sur un socle politique, voire philosophique : l'idée d'intérêt général(1) européen. Or, l'Union européenne se révèle être ici comme ailleurs une construction paradoxale. C'est d'abord un puissant idéal, car l'Union est le seul lieu de la mondialisation où l'utopie rousseauiste d'une volonté générale désincarnée gouvernant par la doctrine davantage que par la discussion est effectivement réalisée. C'est en même temps un régime fragile, car la doctrine européenne cohabite avec des pouvoirs politiques nationaux qui l'instrumentalisent de plus en plus dans leur rapport à leurs citoyens, aux autres États membres et au pouvoir communautaire lui-même », p. 27 ».</p> <p><b>Source : Cairn / Banque de données de l'ENAP</b></p>

## MANAGEMENT

<b>Titre</b>	<b>Strategic Knowledge Management : Creating Comparative Advantages</b>
<b>Auteur</b>	<b>Helmut Kasper, Jürgen Mühlbacher and Barbara Müller</b>
<b>Publication</b>	<b>Strategic Change, Volume 17, Issue 1-2, 2008, pp. 35-42.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://www3.interscience.wiley.com/journal/119139806/abstract?C RETRY=1&amp;SRETRY=0">http://www3.interscience.wiley.com/journal/119139806/abstract?C RETRY=1&amp;SRETRY=0</a>
<b>Résumé</b>	<p>Knowledge management can be seen as an important precondition to build dynamic capabilities and comparative advantages (Teece et al., 1997). In this article we look at the interdependencies among knowledge management, the market segment chosen, and the strategy of multinational companies. Based on the theoretical literature about dynamic capabilities and competition, we will build a model on the relationship of knowledge management and strategic management. We support the theoretical results with the findings of four cases involving multinational companies. Why differentiate among four settings of knowledge management and corporate strategy, depending on the dynamics of the market (external focus), the rate of innovation (internal focus), and the dominant kind of knowledge used in an industry.</p> <p><b>Source : Site Internet Wiley Interscience</b></p>

<b>Titre</b>	<b>A Mixed Method Look at State Growth Management Policy</b>
<b>Auteur</b>	<b>Michael E. Howell-Moroney</b>
<b>Publication</b>	<b>The American Review of Public Administration, Volume 38, Issue 3, 2008, pp. 339-361.</b>
<b>Lien</b>	<b><a href="http://arp.sagepub.com/cgi/content/abstract/38/3/339">http://arp.sagepub.com/cgi/content/abstract/38/3/339</a></b>
<b>Résumé</b>	<p>Using a mixed method approach, this article investigates growth management policy in the American states, presenting an event history analysis of state growth management policy adoptions, supplemented by a case study of growth management's evolution in the state of Maryland. Empirical results from the event history analysis suggest that growth pressures, the countervailing forces of state environmentalism and building interests, stronger gubernatorial powers, and citizen liberalism are all important factors associated with state adoptions of growth management. The Maryland case triangulates and contextualizes these key empirical findings, demonstrating the importance of those variables in a state-specific context. Beyond triangulating the empirical results, Maryland's legislative history with growth management highlights the importance of civic engagement as a means to both formulate and build sustained support for state growth management policy, even in the face of significant opposition from development interests.</p>
<b><a href="#">Source : Site Internet Sage Journals Online</a></b>	

<b>Titre</b>	<b>Applying Critical Discourse Analysis in Strategic Management Research</b>
<b>Auteur</b>	<b>Nelson Phillips, Graham Sewell and Steve Jaynes</b>
<b>Publication</b>	<b>Organizational Research Methods, Volume 11, Issue 4, 2008, pp. 770-789.</b>
<b>Lien</b>	<b><a href="http://orm.sagepub.com/cgi/content/abstract/11/4/770">http://orm.sagepub.com/cgi/content/abstract/11/4/770</a></b>
<b>Résumé</b>	<p>Critical discourse analysis has become an increasingly popular methodology in organization and management studies. In this article, the authors explore the potential for this methodology to be more widely used in strategic management research. They begin by identifying three research approaches that, to a greater or lesser extent, share a concern with the relationship between language and the formulation and implementation of strategy—strategy as a system of shared meaning, strategy as text and talk, and strategy as truth. They then discuss how critical discourse analysis can be used to extend and develop these approaches by exploiting their underlying complementarities. Finally, using the example of a recently completed case study of strategic change in a large banking and financial services institution, they explore the practical implications of applying critical discourse analysis in strategic management research.</p>
<b><a href="#">Source : Site Internet Sage Journals Online</a></b>	

<b>Titre</b>	<b>Trop de gestion tue le social. Essai sur la discrète chalandisation</b>
<b>Auteur</b>	<b>Michel Chauvière</b>
<b>Publication</b>	<b>Paris : La Découverte. Collection “Alternatives sociales”, 2007, 225 pages.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-francaise-d-administration-publique-2008-2-p-447.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_RFAP_126_0431.htm&amp;ID_ARTICLE=RFAP_126_0447"><u>http://banques.enap.ca:2290/revue-francaise-d-administration-publique-2008-2-p-447.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_RFAP_126_0431.htm&amp;ID_ARTICLE=RFAP_126_0447</u></a> <u>RECENSION DISPONIBLE EN FORMAT PDF</u>
<b>Résumé</b>	<p>Voir la recension de l'ouvrage par Luc Rouban dans :</p> <p><b><u>Revue française d'administration publique, Informations bibliographiques, No. 126, 2008, pp. 447-457</u></b></p> <p><b><u>EXTRAIT</u></b></p> <p>« Le livre de Michel Chauvière est important. Portant sur le domaine de l'intervention sociale, dont il connaît particulièrement bien les rouages et les institutions, il met au jour la transformation de fond qu'opèrent le développement du mode marchand et de son corollaire, le management, aussi bien sur la conception que sur la pratique de l'action sociale. Étudiant la mise en place progressive d'une rationalité gestionnaire, tournée vers l'usager client et appelant à la privatisation du travail social, il montre qu'une nouvelle économie de l'offre et de la solvabilité vient prendre la place du compromis qui fondait non seulement l'État-providence mais l'existence même du secteur social. Cette nouvelle économie « [...] prend la place d'une politique volontariste de réponse à la demande par des financements publics, régulée par un effort collectif d'identification mais aussi de hiérarchisation des besoins sociaux entre travail, éducation, santé, logement et autres obligations collectives [...]» (p. 8) », p. 452.</p> <p><b><u>Source : Cairn / Banque de données de l'ENAP</u></b></p>

## ORGANISATIONS PUBLIQUES

<b>Titre</b>	<b>Reform of the Employment and Welfare Administrations – the Challenges of co-coordinating Public Organizations</b>
<b>Auteur</b>	<b>Tom Christensen, Anne Lise Fimreite and Per Lægreid</b>
<b>Publication</b>	<b>International Review of Administrative Science, Volume 73, Issue, 3, 2007, pp. 389-408.</b>
<b>Lien</b>	<b><a href="http://ras.sagepub.com/cgi/content/abstract/73/3/389">http://ras.sagepub.com/cgi/content/abstract/73/3/389</a></b>
<b>Résumé</b>	<p>This article addresses one of the most comprehensive structural reforms in recent Norwegian administrative history: a merger of the employment and national insurance administrations, combined with more formal collaboration with the local government social services administration. The reform can be seen as a 'whole-of-government' initiative intended to increase the cocoordinative capacity of government to address 'wicked problems' cutting across existing policy areas and government levels in a multi-level governance system. This article examines the following questions: First, what characterizes the organizational thinking related to this reform? Second, how can we understand the reform process in terms of a transformative perspective combining instrumental, cultural and environmental features? Third, what are the potential effects and implications of the new structure for political control and institutional autonomy, for relations between central and local administrations, and for the main goals stated? The theory base for the analyses is a transformative approach.</p> <p><b>Source: Site Internet Sage Journals Online</b></p>

## POLITIQUES PUBLIQUES

<b>Titre</b>	<b>L'élite des politiques de l'État</b>
<b>Auteur</b>	<b>William Genieys</b>
<b>Publication</b>	<b>Paris: Presses de Sciences Politiques, 2008, 274 pages.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-francaise-d-administration-publique-2008-2-p-447.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_RF_AP_126_0431.htm&amp;ID_ARTICLE=RFAP_126_0447">http://banques.enap.ca:2290/revue-francaise-d-administration-publique-2008-2-p-447.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_RF_AP_126_0431.htm&amp;ID_ARTICLE=RFAP_126_0447</a> <a href="#">RECENSION DE L'OUVRAGE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</a>
<b>Résumé</b>	<p>Voir la recension de l'ouvrage par Luc Rouban dans :<a href="#">Revue française d'administration publique, Informations bibliographiques, No. 126, 2008, pp. 447-457</a></p> <p><u>EXTRAIT</u> « La lecture de l'ouvrage de William Genieys est donc intéressante à plus d'un titre. Tout d'abord, parce qu'il replace les administrations publiques et l'État au centre de la réflexion sur les politiques publiques. Il démontre avec force que les hauts fonctionnaires n'ont pas disparu, qu'ils constituent toujours des réseaux dont l'influence est considérable dans le lancement de nouvelles politiques dans des secteurs aussi stratégiques que la défense nationale ou la protection sociale. Ensuite, parce qu'il cherche explicitement à faire le lien entre la composition et l'évolution du milieu administratif et la prise de décision en prenant soin d'étudier les trajectoires professionnelles et les positionnements sectoriels ou corporatistes des acteurs administratifs. L'analyse des «élites des politiques» permet de donner de la chair et de la substance à des politiques publiques souvent étudiées demanière assez «ectoplasmique» pour démontrer la fin de l'État. Le projet est donc ambitieux et digne d'éloge », p. 454.</p> <p><b>Source:</b> Cairn / Banque de données de l'ÉNAP</p>

<b>Titre</b>	<b>Partnered Governance: aligning Corporate Responsibility and public Policy in the Global Economy</b>
<b>Auteurs</b>	<b>Alte Midttun</b>
<b>Publication</b>	<b>Corporate Governance, Volume 8, Issue 4, 2008, pp. 406-418.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://www.emeraldinsight.com/Insight/viewContentItem.do;jsessionid=716B4DC6EC3F272DBEC8DA1E73C11091?contentType=Article&amp;contentId=1740723">http://www.emeraldinsight.com/Insight/viewContentItem.do;jsessionid=716B4DC6EC3F272DBEC8DA1E73C11091?contentType=Article&amp;contentId=1740723</a>
<b>Résumé</b>	<p>The author is grateful to the Research Council of Norway for support to this article under the projects “C(S)R in Global Value Chains” and “Sustainability for the 21st Century: Overcoming Limitations to Creative Adaptation in Addressing the Climate Challenge”. The author also wishes to thank Nina Witoszek at the Centre for Development and the Environment at the University of Oslo, for valuable comments.</p> <p><b>Source :</b> Site Internet Emerald</p>

## PUBLIC MANAGERS

Titre	<b>Social Embeddedness in Outsourcing: What Shapes Public Managers' Perceptions?</b>
Auteurs	<b>Mary K. Feeney and Craig R. Smith</b>
Publication	<b>Public Performance &amp; Management Review, Volume 31, Number 4, June 2008, pp. 517-546.</b>
Lien	<a href="http://mesharpe.metapress.com/app/home/contribution.asp?referrer=parent&amp;backto=issue,2,8;journal,1,19;linkingpublicationresults,1:110916,1">http://mesharpe.metapress.com/app/home/contribution.asp?referrer=parent&amp;backto=issue,2,8;journal,1,19;linkingpublicationresults,1:110916,1</a>
Résumé	<p>As public agencies become increasingly familiar with outsourcing public services, public managers face the challenge of building and maintaining contract management capacity while balancing the demands of external actors, including, but not limited to, contractors, executives, legislators, and clients. Although a great deal of recent research examines contract management capacity in the public sector, few studies have investigated consultants' and public managers' perceptions of one another. Here, within a long-term research project working to build contract management capacity at the Georgia Department of Transportation (GDOT), we draw from in-depth interviews with private consultants to develop and test a model and hypotheses about how public managers' previous work experiences, communication patterns in working relations, and professional and social activities affect their perceptions of outsourcing and consultants. We outline a full model of the relationships between past experiences, perceptions, trust, and relational governance; however, the analysis presented here focuses on the antecedents of public managers' perceptions of contractors and contracting. We test the model and hypotheses with data from a 2003 survey of GDOT managers' perceptions. Our analysis highlights the importance of social mechanisms in creating positive perceptions among public managers. Our findings contribute to the literature on contract management capacity and our understanding of how public agencies can use public management theory, evaluations, and consultant feedback to understand managerial perceptions.</p> <p><b>Source : Site Internet M. E. Sharpe</b></p>

## PRIVATISATION

Titre	<b>Liberalization and Privatization of Public Utilities: Origins of the Debate, Current Issues and Challenges for the Future</b>
Auteurs	<b>Giuseppe Bognetti and Gabriel Obermann</b>
Publication	<b>Annals of Public and Cooperative Economics, Volume 79, Issue __, September/December 2008, pp. 461-485.</b>
Lien	<a href="http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1266899">http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1266899</a>
Résumé	<p>Public utilities, public enterprises, privatizations, liberalizations and related topics have been the object of far reaching and intense debate among economists, politicians and practitioners for more than a century. Ideas have frequently changed, and practical solutions chosen to manage public utilities have also undergone significant changes over time. Presently they are witnessing a renewed debate on the relative opportunity of public and private enterprise. In the last twenty years privatization and liberalization have dominated the field. The outcome of this process has produced mixed results. Merits and demerits of privatization, liberalization and regulation are reviewed and discussed in the first part of the paper. The second part of the paper provides an overview of the scientific work of CIRIEC related to issues of public enterprises and services of general interest. It refers primarily to relevant research activities done in the International Scientific Commission 'Public services/Public enterprises'.</p>
<p><b>Source : Site Internet SSRN Social Science Research Network</b></p>	

## RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

Titre	<b>Entreprises socialement responsables : quel sens, quel avenir?</b>
Auteurs	<b>François Salanié et Nicolas Treich</b>
Publication	<b>Horizons stratégiques, la Documentation française, Numéro 7, 2008, pp. 182-195.</b>
Lien	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-horizons-strategiques-2008-1-p-182.htm?WhatU=culture%20d'entreprise&amp;Auteur=&amp;doc=&amp;ID_ARTICLE=HORI_007_0182">http://banques.enap.ca:2290/revue-horizons-strategiques-2008-1-p-182.htm?WhatU=culture%20d'entreprise&amp;Auteur=&amp;doc=&amp;ID_ARTICLE=HORI_007_0182</a> <b>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</b>
Résumé	<p>Cet article fait le point sur les comportements dits socialement responsables (CSR) des entreprises, en ce qui concerne l'environnement et le développement durable. Il se base sur une revue de travaux économiques pour examiner les raisons de l'émergence des CSR, leur efficacité sociale, et les façons dont les pouvoirs publics peuvent accompagner ce mouvement spontané. Il conclut à la nécessité d'une certaine prudence.</p> <p><b>Source : Cairn / Banque de données de l'ENAP</b></p>

## SECTEUR PUBLIC

<b>Titre</b>	<b>Auditors and Corporate Governance: Evidence from the Public Sector</b>
<b>Auteur</b>	<b>Mark Schelker</b>
<b>Publication</b>	<b>Working Paper Series, March 2008.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=959392">http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=959392</a>
<b>Résumé</b>	<p>Corporate auditors review financial statements and evaluate the accuracy of the provided information. Several institutional details such as selection mechanisms and auditor tenure length are important for independence. New corporate governance rules require board committees appointing the auditor to corporate be more independent from management. In order to enhance independence, provisions calling for mandatory auditor rotation have been debated intensively, but the available empirical evidence is not conclusive. This article reviews the literature and argues that the available empirical evidence on auditor rotation in the corporate sector suffers from serious problems of endogeneity. This article proposes learning from the public sector in which auditors play a similar role and present empirical evidence on the impact of auditor term length and rotation requirements on government performance at the US State level. This article finds a quadratic relationship between auditor term length and state credit ratings. This implies that auditor performance is weaker in the beginning of a mandate as well as in extended auditor-client relationships. Furthermore, in States that adopted term limits for auditors the evidence suggests beneficial effects of mandatory auditor rotation.</p> <p><b>Source: Site Internet SSRN / Social Science Research Network</b></p>

## SERVICES PUBLICS

<b>Titre</b>	<b>Les États-Unis et leurs services publics : Discours et réalité</b>
<b>Auteur</b>	<b>Jean-Édouard Colliard</b>
<b>Publication</b>	<b>Regards croisés sur l'économie, Numéro 2, 2007, pp. 136-137.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-136.htm">http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-136.htm</a> ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF
<b>Résumé</b>	<p><b>EXTRAIT</b></p> <p>« Souvent perçus comme les chantres de la privatisation et du « néolibéralisme », les États-Unis, patrie d'origine de l'école du Public Choice comme du New Public Management, ont la réputation de faire le choix du « tout privé » pour la fourniture de services publics frappés d'inégalités d'accès importantes. Les services publics américains correspondent-ils vraiment à cette image ? Il faut d'abord faire la part d'une illusion d'optique due à l'organisation politique du pays ; de nombreux services sont en effet de la responsabilité de chaque État,</p>

	<p>ville, comté ou district. Rien de tel donc que « l'Éducation nationale » aux États-Unis, ce qui ne veut pas dire que l'État à ses différents niveaux se désintéresse de l'éducation, puisque 92 % des établissements d'enseignement avant l'université appartiennent au secteur public, les dépenses publiques d'éducation représentant près de 500 milliards de dollars. D'une manière générale, les Américains ne sont pas moins friands de santé ou d'éducation que les Européens, il n'y a pas « moins » de services publics, ils sont simplement organisés autrement », p. 136.</p> <p><b>Source: Cairn / Banque de données de l'ENAP</b></p>
--	---

<b>Titre</b>	<b>Les nouvelles frontières du service public</b>
<b>Auteur</b>	<b>Jacques Chevalier</b>
<b>Publication</b>	<b>Regards croisés sur l'économie, 2007.</b>
<b>Lien</b>	<p><a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-14.htm">http://banques.enap.ca:2290/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-p-14.htm</a></p> <p>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</p>
<b>Résumé</b>	<p><b>EXTRAIT</b></p> <p>« Évoquer les grandes lignes de l'évolution du service public à l'aube de ce XXI<sup>e</sup> siècle se heurte d'emblée à un obstacle de taille : qu'entendre par service public ? L'expression ne renvoie-t-elle pas à un contexte très spécifique, européen voire français ? Il faut dépasser cette querelle sémantique. Sans doute le vocable de service public est-il, en France, surchargé d'un ensemble de significations (institutionnelle, juridique, idéologique) qui lui donnent une coloration très spécifique. Il évoque cependant une réalité plus simple et plus banale, à savoir l'existence dans toute société d'un ensemble d'activités considérées comme étant d'intérêt commun et devant être à ce titre prises en charge par la collectivité, c'est-à-dire d'une sphère de <i>fonctions collectives</i>. L'impression dominante, lorsqu'on observe l'évolution au cours des deux dernières décennies, est celle d'un <i>ébranlement profond et général</i> des conceptions qui avaient présidé au cours du XX<sup>e</sup> siècle à l'organisation des fonctions collectives. Alors que ces fonctions en étaient venues à recouvrir des sphères toujours plus étendues de la vie sociale, un équilibre nouveau semble désormais prévaloir », p. 14.</p> <p><b>Source : Cairn / Banque de données de l'ENAP</b></p>

## STAKEHOLDER / SHAREHOLDER

<b>Titre</b>	<b>Stakeholder accountability: A field study of the Implementation of a Governance Improvement Plan</b>
<b>Auteurs</b>	<b>Paul M. Collier</b>
<b>Publication</b>	<b>Accounting, Auditing &amp; Accountability Journal, Volume 21, Issue 7, 2008, pp. 933-954.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://www.emeraldinsight.com/Insight/viewContentItem.do?contentType=Article&amp;contentId=1746759">http://www.emeraldinsight.com/Insight/viewContentItem.do?contentType=Article&amp;contentId=1746759</a>
<b>Résumé</b>	<p>This study aims to focus on the accountability of organizations to multiple stakeholders with differing interests and power, where there is an absence of accountability towards shareholders.</p> <p><b>Source : Site Internet Emerald</b></p>

<b>Titre</b>	<b>Influence of Public Policy on Governance : Is there a Role for Shareholders as Stakeholders?</b>
<b>Auteure</b>	<b>Mohamed Nadeem</b>
<b>Publication</b>	<b>Journal of Global Business Issues, Spring 2008, p. 35.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://www.virtusinterpress.com/additional_files/journ_coc/full-text-papers-open-access/Paper006.pdf">http://www.virtusinterpress.com/additional_files/journ_coc/full-text-papers-open-access/Paper006.pdf</a>
<b>Résumé</b>	<p>Much of the traditional Company Law doctrine considers that Corporations must be managed to promote, above all, shareholders' rights. Activities in favour of non-shareholder constituencies such as suppliers, consumers, employees or the Community at large can be perceived as a means of Management to increase its power and personal prestige. Stakeholders' interests can be interpreted as opposing Shareholders rights to obtain fair revenue for their investment. In this paper, this article argues that Shareholders and Stakeholders interests are compatible and both contribute to corporate long term efficiency and progress. It is further argued that it is essential to achieve a wide consensus on how to control Management actions in support of Stakeholders interests.</p> <p><b>Source : Internet (La toile)</b></p>

## VOLONTE GENERALE – THEORIES DE LA RAISON DE L'ETAT

<b>Titre</b>	<b>Gouverner selon la volonté générale : La souveraineté selon Rousseau et les théories de la raison d'État</b>
<b>Auteur</b>	<b>Luc Foisneau</b>
<b>Publication</b>	<b>Les études philosophiques, Numéro 83, 2007, pp. 463-469.</b>
<b>Lien</b>	<a href="http://banques.enap.ca:2290/revue-les-etudes-philosophiques-2007-4-p-463.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_PU_704_0825.htm&amp;ID_ARTICLE=LEPH_074_0463">http://banques.enap.ca:2290/revue-les-etudes-philosophiques-2007-4-p-463.htm?WhatU=administration%20publique&amp;Auteur=&amp;doc=N_PU_704_0825.htm&amp;ID_ARTICLE=LEPH_074_0463</a> <u>ARTICLE DISPONIBLE EN FORMAT PDF</u>
<b>Résumé</b>	La théorie de la volonté générale permet à Rousseau de redéfinir sur des bases nouvelles l'ancienne conception de la souveraineté, qui devient avec lui une souveraineté du peuple. Pour autant, le peuple souverain ne devient pas automatiquement un peuple gouvernable, et Rousseau est obligé de se confronter aux théories des arts de gouverner pour définir ce que pourrait être un gouvernement selon la volonté générale – à savoir, un gouvernement républicain. Plusieurs difficultés surgissent de la confrontation de la souveraineté du peuple et du gouvernement pour le peuple, qui obligent à considérer en profondeur la façon dont Rousseau répond aux arguments et aux techniques des théoriciens de la raison d'État. <u>Source : Cairn / Banque de données de l'ENAP</u>

**DOSSIER**  
**« La crise financière et les nationalisations»**

<b><u>Articles en ligne</u></b>	<p><a href="http://www.24hgold.com/actualite-or-argent-Les-nationalisations-d-établissements-financiers-risquent-de-se-poursuivre.aspx?langue=fr&amp;articleid=322922&amp;contributor=Philippe+B%C3%A9chade&amp;lastpublishingyear=2008&amp;filter=latest">http://www.24hgold.com/actualite-or-argent-Les-nationalisations-d-établissements-financiers-risquent-de-se-poursuivre.aspx?langue=fr&amp;articleid=322922&amp;contributor=Philippe+B%C3%A9chade&amp;lastpublishingyear=2008&amp;filter=latest</a></p> <p><b><i>Les nationalisations suite à la crise financière risquent de se poursuivre</i></b>, par Philippe Bécharde, Jeudi 23 octobre 2008.</p> <p><a href="http://www.swissinfo.org/fre/infos/nouvelles_agence/economie/Crise_financiere_USA_nationalisation_partielle_de_banques_une_piste_a_explor.html?siteSect=163&amp;sid=9827229&amp;cKey=1223559013000&amp;ty=ti&amp;positionT=7">http://www.swissinfo.org/fre/infos/nouvelles_agence/economie/Crise_financiere_USA_nationalisation_partielle_de_banques_une_piste_a_explor.html?siteSect=163&amp;sid=9827229&amp;cKey=1223559013000&amp;ty=ti&amp;positionT=7</a></p> <p><b><i>Crise financière / USA : nationalisations partielle de banques, une piste à explorer</i></b>, par R.P., 9 octobre 2008é</p> <p><a href="http://www.liberation.fr/economie/0101123207-heure-par-heure-le-suivi-de-la-crise-financiere">http://www.liberation.fr/economie/0101123207-heure-par-heure-le-suivi-de-la-crise-financiere</a></p> <p><b><i>Heure par heure, le suivi de la crise financière</i></b>, 9 octobre 2006.</p> <p><a href="http://www.cgt.fr/spip.php?page=article_dossier2&amp;id_article=35131">http://www.cgt.fr/spip.php?page=article_dossier2&amp;id_article=35131</a></p> <p><b><i>Dossier : Crise financière mondiale, Nous sommes devant une crise structurelle et non seulement une crise financière</i></b>, mercredi 1<sup>er</sup> octobre 2008.</p> <p><a href="http://fr.novopress.info/?p=13362">http://fr.novopress.info/?p=13362</a></p> <p><b><i>Crise financière : Le Benelux nationalise Fortis</i></b>, Lundi le 29 septembre 2008.</p> <p><a href="http://france.attac.org/spip.php?article8932">http://france.attac.org/spip.php?article8932</a></p> <p><b><i>Analyse de deux rapports officiels sur la crise financière</i></b>, par jacques Cossart, 27 septembre 2008.</p> <p><a href="http://www.20minutes.fr/article/257460/Monde-Crise-financiere-le-Benelux-vole-au-secours-de-la-banque-Fortis.php">http://www.20minutes.fr/article/257460/Monde-Crise-financiere-le-Benelux-vole-au-secours-de-la-banque-Fortis.php</a></p> <p><b><i>Crise financière : le Benelux vole au secours de la Banque Fortis</i></b>, 26 septembre 2008.</p> <p><a href="http://www.lepoint.fr/actualites-economie/des-actionnaires-voudraient-empecher-la-nationalisation-d-aig/916/0/275565">http://www.lepoint.fr/actualites-economie/des-actionnaires-voudraient-empecher-la-nationalisation-d-aig/916/0/275565</a></p> <p><b><i>Des actionnaires voudraient empêcher la nationalisation d'AIG</i></b>, Reuters, 19 septembre 2008</p> <p><a href="http://www.la-chronique-agora.com/articles/20080919-1197.html">http://www.la-chronique-agora.com/articles/20080919-1197.html</a></p> <p><b><i>Les nationalisations d'établissements financiers risquent de se poursuivre</i></b>, par Philippe Béchade, vendredi 19 septembre 2008,</p>
---------------------------------	---

**Articles dans les quotidiens**

***Les nationalisations des retraites par Buenos Aires inquiètent très vivement***, par Olivier Baube, Le Devoir, jeudi 23 octobre 2008, p. b3.

***L'Islande au bord du gouffre***, par Gérard Lemarquis, Le Devoir, samedi, 18 octobre 2008, p. c2

***Donneurs de leçons***, par Gérard Bérubé, Le Devoir, jeudi, 16 octobre 2008, p. b1.

***Crise financière, Lendemain de veille***, par Jean-Robert Sansfaçon, Le Devoir, ÉDITORIAL, mercredi, 15 octobre 2008, p. a10.

***L'optimisme revient sur les marchés. Les mesures prises par les puissances économiques servent d'électrochoc***, par Marco Bélair-Cirino, Le Devoir, mardi, 14 octobre 2008, p. a1

***Remède aigu pour mal extrême***, La Presse, Forum, samedi, 11 octobre 2008.

***Crise. L'Islande nationalise ses banques à marche forcée***, par Delphine Toutou, Le Devoir, vendredi, 10 octobre 2008, p. b9

***La crise résiste à la thérapie de choc. L'intervention de six banques centrales a peu d'effet sur les marchés***, par Claude Turcotte, Le Devoir, jeudi, 9 octobre 2008, p. a1.

***L'Europe doit à son tour sauver ses banques, Italie: la banque UniCredit s'effondre en Bourse, et on craint pour sa solidité***, Le Devoir, mercredi, 1 octobre 2008, p. b1, AFP.

***Les établissements financiers touchés par la crise internationale***, Le Devoir, mardi, 30 septembre 2008, p. b3, AFP

***Crise financière, La contagion menace***, La Presse. La Presse Affaires, lundi, 29 septembre 2008, AFP.

***Les États européens au secours de leurs banques***, LesAffaires.com, Nouvelles économiques, lundi, 29 septembre 2008

Pour vos commentaires, contactez :

**Monique K. De Sève, Ph. D.**

CERGO

ÉNAP – TÉLUQ-UQAM

514-849-3989, EXT. 3763 (ÉNAP)

514- 514-987-3000 Ext. 2863 (TÉLUQ-UQAM)

EMAIL :

[cergo.enap.teluq@enap.ca](mailto:cergo.enap.teluq@enap.ca)